

Réussir la transition écologique : quels leviers d'action ?

En septembre 2021, la commission prospective Genève 2050 a réuni ses membres afin de réfléchir aux conditions de réussite de la transition écologique. Le constat partagé est clair : malgré trois décennies d'alertes scientifiques et de négociations internationales, l'humanité n'est toujours pas parvenue à enrayer le changement climatique, ni même à ralentir l'érosion de la biodiversité. Cet échec a rendu la situation critique pour l'avenir de la vie sur Terre. Les changements rapides et profonds qu'exige la transition écologique présentent un défi sans précédent pour les politiques publiques (partie 1). Pour réussir, celles-ci devront mobiliser un vaste panel de leviers d'action (partie 2).

1. Le défi : agir vite et fort pour l'environnement... sans casser l'édifice social

Même si la transition écologique ne se limite pas à l'enjeu du changement climatique, ce dernier permet toutefois de mesurer concrètement l'ampleur du défi qu'il s'agit de relever. Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, l'humanité devra avoir un bilan neutre en carbone à l'horizon 2050. Pour Genève, cela suppose de diviser par 10 environ nos émissions de gaz à effet de serre au cours des trente prochaines années¹. Et comme la quantité de carbone que nous pouvons encore émettre dans l'atmosphère est limitée, nous ne pouvons plus attendre : il faut faire vite. C'est la raison pour laquelle le Canton de Genève a déclaré l'urgence climatique en 2019, en fixant pour objectif une réduction des émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 60% dès 2030.



75%

des répondant·e·s sont disposé·e·s à faire davantage d'efforts pour le climat à l'avenir

Source : Rapport Genève 2050
www.ge.ch/document/geneve-2050

Pour préserver les conditions essentielles à la vie sur Terre, il faut donc agir vite et fort, dans presque tous les domaines de notre vie quotidienne: consommation, énergie, mobilité, logement, alimentation, etc. Or un tel bouleversement de nos modes de production et de consommation entraîne dans son sillage de nombreux autres défis:

- **Défi démocratique**, d'abord, car l'urgence du changement et la vigueur du virage à opérer sont difficiles à concilier avec les processus de décisions démocratiques, qui favorisent le consensus et nécessitent du temps. Il va falloir convaincre et, sans doute, créer un récit suffisamment positif et enthousiasmant pour emporter rapidement l'adhésion du plus grand nombre.
- **Défi social**, ensuite, car la transformation de la société qu'implique la transition écologique ne sera pas acceptée si elle se réalise au détriment de la justice et de l'équité. Il s'agit en particulier d'écrire un nouveau contrat social qui permettra de répondre aux objectifs de la transition écologique tout en profitant au plus grand nombre. A cela s'ajoute l'impact du vieillissement de la population.
- Le financement des retraites et des coûts de santé liés au vieillissement doit être anticipé, dans un contexte où le besoin

C'est en se fondant sur ce constat que le rapport cantonal « Réussir la transition » définit la transition écologique comme *« le processus de changement profond, indispensable, individuel et collectif, appelant à agir sans délai pour transformer le modèle socio-économique actuel (...) vers un modèle économique et social qui tienne compte des limites de notre planète. La transition écologique vise à trouver de nouveaux équilibres et à engendrer une nouvelle façon de produire, de commercer, de consommer, de travailler et de vivre ensemble.² »*

d'investissements pour le futur est plus important que jamais, en particulier dans la transition écologique.

- **Défi économique**, enfin, car l'atteinte des objectifs environnementaux passe par une transformation profonde du tissu économique, qu'il conviendra d'accompagner – aussi bien pour stimuler les secteurs de la transition écologique que pour accompagner les secteurs amenés à décliner ou à se transformer.

En résumé, il s'agit d'agir vite et fort en faveur de l'environnement et des générations futures... sans pour autant casser l'édifice social et démocratique hérité des générations précédentes.



Quelles leçons tirer de la crise de la Covid-19?

La crise a mis en relief la nécessité des services numériques pour tous les secteurs de la société. Le numérique a permis de sauvegarder une partie de l'économie et de faire face à des besoins de première nécessité. Cependant, son empreinte écologique n'en demeure pas moins croissante et les objectifs de sobriété énergétique cruciaux.

2. Les leviers d'action : agir sur tous les plans... mais avec discernement

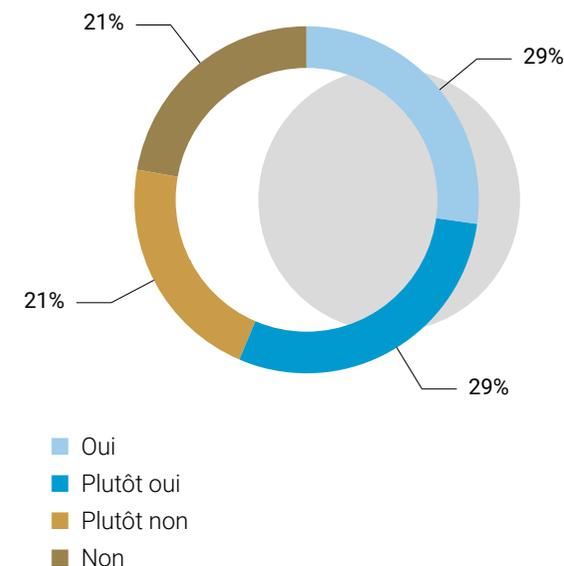
La hauteur de la marche à gravir peut paraître décourageante. Mais il faut se souvenir que de nombreux changements ont déjà opéré. A Genève, les émissions de gaz à effet de serre par habitant ont baissé de 28% en 30 ans. La qualité de l'air s'est nettement améliorée, ainsi que la qualité du tri et du recyclage des déchets. Il faut à présent accélérer ces tendances et massifier les bonnes pratiques, tout en dissuadant les comportements négatifs. De nombreux leviers relevant de l'action publique ont déjà fait leur preuve et peuvent être amplifiés afin d'accompagner ce changement :

- **Informier et acculturer** est plus que jamais nécessaire : il faut développer la conscience et les compétences de tous les acteurs du territoire en matière d'environnement et de transition écologique, notamment celles des citoyens, pour assurer l'adhésion et la participation du plus grand nombre.
- **Changer les référentiels et les imaginaires** apparaît tout aussi important. Par exemple, il peut s'agir de modifier ou compléter les indicateurs et les outils financiers qui servent de boussole aux politiques publiques, pour voir au-delà du PIB. Il s'agit également de démontrer l'intérêt de préserver l'environnement ou la justice sociale, en révélant les coûts cachés liés à

leur dégradation. Plus généralement, il s'agit d'inventer le récit d'un avenir positif, révélant les nombreux aspects bénéfiques de la transition (sur la santé³, le cadre de vie, etc.).

- **Montrer l'exemple** est indispensable pour l'État : qu'il s'agisse de développer la mobilité alternative, de réduire les besoins énergétiques des bâtiments publics, de développer les espaces verts pour lutter contre les îlots de chaleur ou encore d'inclure des critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics, l'enjeu est d'avancer concrètement tout en gagnant en légitimité auprès des acteurs du territoire.
- **Accompagner la mutation économique** est sans doute l'un des enjeux les plus cruciaux : il faut non seulement encourager par tous les moyens les secteurs favorables à la transition et massifier les bonnes pratiques, mais il s'agit également d'accompagner les secteurs dont l'activité va devoir disparaître ou se transformer profondément. Cela passe notamment par un travail de recherche et développement, de formation et de reconversion, que les acteurs publics doivent anticiper et faciliter.

Souhaiteriez-vous effectuer davantage de télétravail à l'avenir ?



87%

des personnes consultées
feraient davantage
de vélo s'il y avait des
aménagements sécurisés

- **Accompagner les changements de comportement** des citoyens est également vital : au-delà de l'information et de la diffusion des bonnes pratiques, il est important d'encourager les citoyens en agissant sur tous les leviers disponibles⁴. Bien entendu, cela commence par le fait de rendre accessibles les alternatives qui dépendent des acteurs publics (mobilité douce, transports en commun, etc.). Mais il s'agit également de faciliter l'expérimentation, de valoriser les comportements vertueux, ou encore de dissuader (voire de « ringardiser ») les gestes les plus nocifs pour l'environnement.

Dans chacun de ces registres, un des principaux défis posé à l'action publique est de parvenir à agir de manière suffisamment **transversale et cohérente**. Car pour réussir, toutes les politiques publiques vont devoir converger vers la transition écologique, ce qui demandera

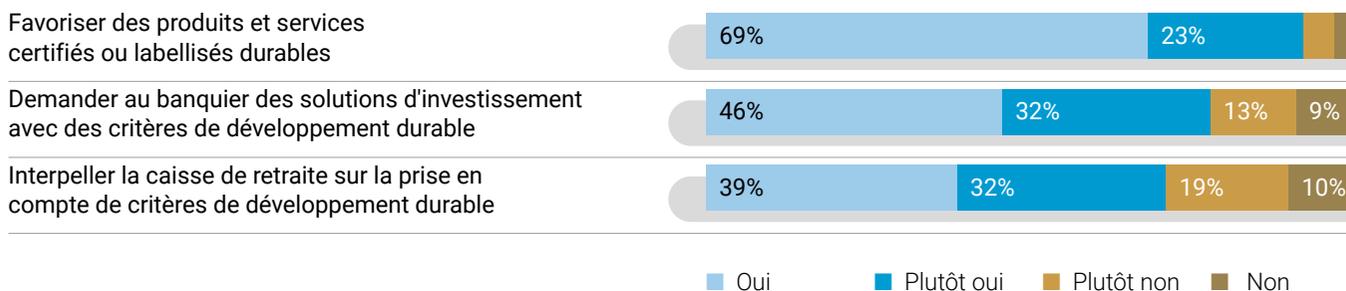
parfois de savoir arbitrer entre des enjeux contradictoires, voire de renoncer à certaines politiques ou certains investissements. Un autre dilemme consistera à trouver le bon équilibre entre, d'un côté, des **mesures incitatives**, généralement consensuelles mais peu efficaces (information, formation, subventions, aides diverses) et, d'un autre côté, des **mesures plus contraignantes**, certes moins faciles à assumer mais souvent plus efficaces (taxes, normes, obligations ou interdictions)⁵.

Pour dynamiser la transition écologique le CE a lancé la démarche Genève en transition visant à développer ses projets et stratégies à l'aune de la transition écologique et impliquer fortement les habitantes et habitants.

La réussite de la transition écologique passe ainsi par un subtil dosage des politiques publiques : il s'agit d'agir sur tous les leviers, certes... mais avec discernement.

- ¹ Voir le Plan climat cantonal renforcé
- ² D'après le rapport cantonal « Réussir la transition écologique pour garantir les conditions essentielles à la vie. »
- ³ 75% des genevois se disent prêts à faire davantage d'efforts pour le changement climatique (cf. Enquête Genève 2050)
- ⁴ L'enquête menée dans le cadre de Genève 2050 montre à ce propos que les genevois ne sont pas nécessairement opposés aux mesures contraignantes pour agir en faveur du climat.

A l'avenir, quels types d'actions seriez-vous prêt à faire en faveur d'une économie durable ?



Source : commission prospective interdépartementale (Ge2050)